

# Correo Internacional



*Publication de la LITci. Nouvelle époque. Núm. 151*

*Août 2009*

**Honduras**

## **La résistance à la croisée des chemins**

Au moment d'écrire cet article pour *Courrier International*, presque sept semaines après le coup d'Etat en Honduras qui a renversé le gouvernement de Manuel « Mel » Zelaya et l'a expulsé du pays, avait lieu la "marche sur Tegucigalpa", convoquée par le Front de la Résistance et d'autres secteurs anti-putschistes.

La marche est une nouvelle démonstration du fait que la résistance au putsch reste ferme, malgré la répression féroce mise en oeuvre par le gouvernement de Roberto Micheletti (qui a déjà occasionné plusieurs morts et des centaines de détenus) et malgré le piège des négociations avec les putschistes, proposée par l'impérialisme yankee, par le biais du président de Costa Rica, Oscar Arias, et soutenue par Zelaya. En même temps, bien que les putschistes n'aient pas terminé de consolider leur situation, ils se maintiennent au gouvernement, malgré la résistance interne à laquelle ils font face et malgré leur isolement international.

Dans ce cadre, la LIT-QI, en même temps qu'elle réaffirme son appui et sa solidarité inconditionnelle avec la résistance des travailleurs et des masses honduriennes, considère que c'est un moment opportun pour tirer quelques conclusions de ce processus de lutte, qui permettent d'aider à son développement et à son triomphe.

### **Le centre est la lutte contre les putschistes**

Le centre de la mobilisation des masses honduriennes est la lutte pour mettre en échec les putschistes, c'est-à-dire, la lutte pour renverser le gouvernement illégitime de Roberto Micheletti.

Une consolidation des putschistes au pouvoir, même au moyen d'une « légalisation » à travers les élections, signifierait un triomphe de la bourgeoisie hondurienne réactionnaire et de l'armée, qui resteraient dans de meilleures conditions pour attaquer encore plus les travailleurs et les masses.

A travers le Plan Arias, l'impérialisme essaye un retour de Zelaya, qui aurait les mains liés par un accord qui préserve les putschistes et qui évite que ceux-ci soient punis pour leur action.

Au contraire, une défaite des putschistes signifierait un grand triomphe des masses honduriennes, et ouvrirait la possibilité d'un processus révolutionnaire dans lequel elles peuvent aussi combattre pour changer les racines socio-économiques profondes qui les condamnent aujourd'hui à la pauvreté et à la misère. Nous nous référons à la colonisation impérialiste, à la propriété latifundiaire de la terre, aux *maquilas*, etc. Autrement dit, pour avancer en vue de la lutte pour le socialisme, il est nécessaire aujourd'hui de combattre les putschistes et de les mettre en échec.

Cela fait plus de 20 ans qu'il n'y a pas eu de putsch triomphant en Amérique latine : les deux dernières tentatives (celle au Venezuela, contre Chavez, en 2002, et celle de Hormando Vaca Diaz, en Bolivie, en 2005) ont été mises en échec par l'action du mouvement de masses. En ce sens, un triomphe ou une défaite des masses honduriennes serait aussi un triomphe ou une défaite des masses du monde entier, spécialement celles d'Amérique centrale et d'Amérique latine. Voilà la raison profonde pour laquelle nous devons redoubler l'appui et la solidarité avec leur lutte.

### **Pourquoi revendiquer le retour de Zelaya au gouvernement**

Dans le cadre d'une vaste unité d'action anti-putschiste, au Honduras et dans le monde, qui s'étend depuis des secteurs bourgeois jusqu'à l'ensemble de la gauche, il existe un débat sur, au moins, deux questions centrales. D'une part, quel doit être le programme de la lutte contre le putsch et, d'autre part, avec quelle méthodologie cette lutte doit-elle être menée.

Une des questions les plus en discussion est s'il faut, oui ou non, revendiquer le retour de Zelaya au gouvernement, comme le fait la LIT-QI et d'autres organisations, étant donné qu'il s'agit d'un « dirigeant bourgeois » et que la revendication de son retour au pouvoir serait donc « une capitulation à la bourgeoisie ».

La LIT-QI n'a aucune confusion concernant Zelaya : un dirigeant bourgeois réactionnaire provenant de l'oligarchie hondurienne et des entrailles du système politique bourgeois, qui n'a que des frictions bien superficielles avec les intérêts de sa classe. Nous n'avons pas non plus de confusion sur sa politique actuelle de capitulation au plan de l'impérialisme de négociation avec les putschistes, ni sur son rôle de frein à la mobilisation.

Mais des secteurs majoritaires des masses honduriennes le voient comme « leur » dirigeant et sont disposées à combattre contre les « pouvoirs établis » pour qu'il retourne au gouvernement. Ce n'est pas la première fois que les masses d'un pays sont disposées à combattre pour le retour d'un dirigeant bourgeois. En Argentine, par exemple, les masses ont combattu pendant presque deux décennies pour le retour de Perón, après le putsch qui l'a renversé en 1955, et cela avec une résistance très dure, y compris plusieurs semi-insurrections. La même chose est arrivée au Venezuela, avec la lutte qui a mis en échec le putsch d'avril 2002 et a ramené Hugo Chavez au pouvoir.

Ces processus de lutte, bien qu'ils contiennent l'élément négatif de la confiance dans la direction bourgeoise, sont très progressistes (et peuvent même ouvrir une dynamique révolutionnaire) parce qu'ils font face aux « facteurs de pouvoir » : les secteurs les plus concentrés de la bourgeoisie et de l'Armée.

D'autre part, le « retour » du « dirigeant bourgeois », dans ce cas de Zelaya, est un élément indispensable pour que les masses puissent faire leur expérience avec lui et avancer dans leur conscience, en dépassant les limites imposées à la mobilisation des masses par cette direction.

### **Non au plan Arias**

Avancer la consigne du retour de Zelaya signifie que nous appelons à développer des mobilisations unitaires contre le putsch avec les partisans de Zelaya, pour cette revendication. En même temps, nous considérons indispensable de réaliser une critique implacable de la politique que Zelaya mène dans cette situation.

Il s'agit, en particulier, de son appui au Plan Arias (en réalité, le Plan Obama-Clinton), c'est-à-dire, sa politique de maintenir la résistance sur un terrain « pacifique » et seulement comme un élément pour pousser les putschistes à la négociation, et non de la développer comme le seul outil capable de renverser le gouvernement de Micheletti, à travers cette lutte.

Toute confiance dans ces négociations comme la voie centrale pour la sortie des putschistes (comme le propose Zelaya lui-même) mènera la résistance à la défaite. Pour la même raison, il est indispensable que le rejet au Plan Arias (ou à tout autre négociation avec les putschistes) fasse clairement partie du programme de la résistance.

### **La politique d'Obama**

Avant d'entrer dans les considérations à propos du chemin pour qu'avance la résistance au putsch, il faut comprendre que le gouvernement de Barack Obama représente un changement par rapport à son prédécesseur George Bush, dans la tactique politique de l'impérialisme pour faire face à la situation mondiale et à la lutte des masses.

Pour éviter de fausses discussions : nous n'avons aucune confusion concernant le fait qu'Obama défend à fond, tout comme Bush, les intérêts impérialistes. D'autre part, Obama n'a rien d'une « colombe de la paix » qui abandonne l'« action militaire » : il suffit de voir sa politique d'intensification de la guerre en Afghanistan ou son plan d'utilisation des bases militaires de la Colombie.

Mais la défaite subie par la politique de Bush (le « siècle américain » et la « guerre contre la terreur ») en Iraq et au Venezuela, et le cours défavorable de la situation en Afghanistan et au Moyen-Orient, entre autres, ont obligé l'impérialisme à changer de tactique et, par exemple, à ne pas soutenir des coups d'Etat en Amérique latine. Que ce soit absolument clair : cela a été la lutte des masses, et les défaites infligées à la politique de l'impérialisme, et non la « bonne volonté » d'Obama, qui ont imposé ce changement de tactique

Dans ce cadre, il est évident que le gouvernement d'Obama a encouragé les pressions des « facteurs de pouvoir » honduriens sur le gouvernement de Zelaya. En même temps, après le putsch, l'impérialisme profite de la situation pour faire pression sur Zelaya, et le faire renoncer à son projet d'une consultation concernant l'Assemblée Constituante et le faire pactiser avec les putschistes.

Mais le gouvernement d'Obama n'a pas promu le putsch comme tel. Sinon, on ne comprend pas que des organismes comme l'ONU ou l'OEA, qui peuvent difficilement être qualifiés d'« anti-impérialistes », aient voté des résolutions contre le putsch et pour la non-reconnaissance du gouvernement de Micheletti. C'est une politique très différente de celle que Bush a menée au Venezuela, en 2002, ou, de manière plus généralisée, celle de Richard Nixon, dans les décennies de 1960 et 1970, en organisant des putschs militaires dans toute l'Amérique latine. C'est-à-dire, au lieu d'essayer de mettre en échec les processus révolutionnaires à travers des coups d'Etat, l'impérialisme cherche à utiliser la voie électorale, les négociations, les pactes ou les accords de paix pour les faire reculer.

Il faut aussi voir que les putschistes, en même temps qu'ils profitent de l'espace que leur donne la politique de négociation d'Obama, rejettent le retour de Zelaya au pouvoir, bien que ce retour aurait lieu de manière très conditionnée pour transférer le commandement au nouveau président élu, parce que ce retour exprimerait le symbole de leur défaite.

Il est indispensable de comprendre ce changement de tactique de l'impérialisme pour faire face au danger profond que représente la **politique réelle** du gouvernement d'Obama pour le Honduras : la négociation avec les putschistes à travers le Plan Arias. Celui qui aboutit au raisonnement selon lequel c'est le gouvernement d'Obama qui se trouve derrière le putsch au Honduras, reste dans une position qui, par omission, capitule finalement à cette politique concrète de l'impérialisme. C'est à dire, il ne combat pas le Plan Arias ni son acceptation par Zelaya.

### **Les défis de la résistance**

Il existe une première tâche de la résistance qui est celle d'étendre la lutte à tous les secteurs qui ne se sont pas encore mobilisés ou qui restent dans le doute, afin de fortifier ainsi la base sociale de la résistance.

En même temps, ces semaines de lutte ont démontré que la « résistance pacifique », à laquelle appelle Zelaya, n'est pas suffisante pour mettre en échec les putschistes, et leur a permis de se maintenir au pouvoir. Pour triompher, il est nécessaire de dépasser cette limite que Zelaya est parvenu à imposer jusqu'à présent.

D'autre part, jamais dans l'histoire un putsch ou une dictature militaire a pu être mis en échec à travers des méthodes pacifiques, dans lesquelles les masses désarmées font face à des formations militaires ou policières spécialisées.

Au contraire, outre l'héroïsme qu'ont déjà démontré les masses honduriennes, un durcissement et une radicalisation des méthodes de lutte a toujours été nécessaire (en incluant l'aspect militaire de la confrontation et la défense armée des masses et ses mobilisations), ainsi qu'une action pour diviser et affaiblir le « front militaire » des

putschistes, en exploitant leurs contradictions. Dans la majorité des cas, les masses ont aussi dû dépasser la politique de conciliation envers les putschistes, de la direction bourgeoise renversée qui conduisait la défaite.

La mémoire de la défaite du putsch militaire au Venezuela, en 2002, est encore fraîche. Dans des conditions pires que celles qui règnent actuellement en Honduras (l'impérialisme soutenait alors le putsch, et Chavez était en prison et avait déjà « baissé les bras »), les masses vénézuéliennes ont entouré le siège du gouvernement, sont allées aux casernes pour obtenir des armes et diviser aux militaires, ont formé les « cercles bolivariens » pour combattre, etc.

C'est cette insurrection, qui a dépassé les limites imposées par la politique de Chavez, qui a permis qu'en moins de 48 heures, le putsch ait été mis en échec et le gouvernement de Carmona ait été renversé, en obligeant les putschistes à ramener Chavez à nouveau au pouvoir. Il est très important de tirer les conclusions à propos des actions qui ont permis le triomphe des masses vénézuéliennes.

Dans le cas de Honduras, bien que Zelaya continue à être la direction politique des secteurs majoritaires des masses, la direction quotidienne de la lutte a été entre les mains du Front de la Résistance au Coup d'État, qui regroupe diverses organisations politiques, syndicales et sociales. Le Front a rejeté la proposition du plan Arias mais, en même temps, il n'a pas marqué, jusqu'à maintenant, une différenciation claire avec Zelaya et il n'a pas non plus promu le dépassement des limites que celui-ci a imposées à la résistance.

La LIT-QI appelle à intensifier la mobilisation nationale et internationale contre le putsch. L'organisation de classe indépendante des masses est indispensable, pour combattre en profondeur contre le putsch et le mettre en échec. Le Front de la Résistance a appelé au « boycottage contre la dictature militaire-patronale de Robert Micheletti ». Nous soutenons cette proposition et nous pensons qu'elle doit être mise en oeuvre, d'une part, à travers l'exigence de la rupture des relations avec le gouvernement de facto, de la part des gouvernements de tous les pays qui ne l'ont pas encore fait, et d'autre part, en exigeant le boycottage économique, principalement des Etats-Unis et des pays d'Amérique centrale, comme El Salvador.